faire embrasser la cause dont il avait tout à espérer pour la grandeur qu'il rêvait.

Reconnu général en chef des armées nationales, Iturbide publia, dans une proclamation datée d'Iguala, les bases de sa conduite politique, et les garanties dont devaient jouir à la fois les créoles et les Espagnols, c'est-à-dire l'*indépendance de la Nouvelle-Espagne, l'union entre les deux peuples et le maintien exclusif de la religion catholique.*

Déjà le parti espagnol se trouvait sans force; mais ce qui acheva de le décourager fut le résultat des conférences de Cordoba entre Iturbide et O'Donoju, dernier vice-roi nommé par le gouvernement constitutionnel. O'Donoju n'avait aucun pouvoir pour traiter une aussi grave question que celle de l'indépendance de la colonie; mais il comprit la situation critique des intérêts de l'Espagne, et s'il ne pouvait en empêcher le naufrage, il voulait du moins en sauver le plus de débris possible. Il consentit donc à l'*établissement d'une monarchie constitutionnelle et représentative au Mexique, à l'appel au trône d'un membre de la famille des Bourbons d'Espagne, à l'égalité des droits entre les Mexicains et les Espagnols*, etc., etc. C'était en effet le moyen le plus avantageux de régler le différend; mais la question fut décidée autrement à Madrid : le traité d'O'Donoju ne fut point ratifié, et l'arche ibérienne s'abîma tout entière par la faute des cortès et des conseillers de la couronne.

Iturbide fit son entrée dans la capitale le 27 septembre 1821. Le mouvement insurrectionnel cessa;

l'Yucatan et le Guatimala (33) s'unirent au Mexique, et dès lors le drapeau aux trois couleurs [1], emblème des trois garanties [2] de l'acte d'Iguala, flotta d'un bout à l'autre du territoire affranchi.

Iturbide nomma un conseil de régence, dont il se réserva la présidence, et convoqua une assemblée de notables, dont les membres les plus éclairés formèrent bientôt une opposition à ses vues ambitieuses.

Avant qu'on eût appris le refus de la famille des Bourbons d'accéder aux préliminaires de Cordoba, on avait déjà parlé d'Iturbide pour occuper le trône de Mexico; mais ceux d'entre les créoles qui voyaient avec jalousie un simple colonel monter en quelques mois au faîte des grandeurs, ou qui ne fondaient aucune espérance sur ses talents, ou enfin qui ne trouvaient aucune garantie de stabilité dans la royauté d'un homme qui n'avait d'autre appui que l'engouement passager du peuple, persistaient dans les idées républicaines, ou bien grossissaient le parti de la monarchie des Bourbons, espérant vaincre la résistance de la cour d'Espagne.

Ce fut alors que se formèrent les loges des francs-maçons du rite *écossais*. On y discutait les moyens de renverser Iturbide, et on soutenait le principe des conférences de Cordoba. D'un autre côté, les républicains cherchaient à faire revivre les idées démocratiques, que la reconnaissance de la nation pour les services rendus par cet officier semblait faire oublier.

[1] *Vert, blanc* et *rouge.*

[2] *Indépendance, union* et *religion.*

Le clergé et les Espagnols secondaient les vues des *Écossais;* la majeure partie de l'armée et des généraux étaient favorables à leur chef; le reste se trouvait réparti dans les deux camps ennemis.

Malgré l'opposition de l'assemblée et des sociétés secrètes, Iturbide se fit proclamer empereur [1] sous le nom d'Augustin Ier. L'élection se fit irrégulièrement dans la chambre des députés; mais les provinces envoyèrent ensuite leur adhésion au vote de l'assemblée.

L'élévation d'Iturbide au trône impérial pouvait amener la fusion des partis, si ce fait accompli eût été soutenu par un gouvernement sage et ferme, qui fût resté dans les voies de la légalité et du progrès, tout en s'appuyant sur la force des baïonnettes pour faire exécuter ses décrets. Mais cet officier n'avait aucune expérience des affaires. Dominé par la crainte de perdre son pouvoir, il rapportait tout à cette idée fixe sans suivre aucune tactique raisonnée, de sorte que sous son règne la scission des esprits ne fit qu'augmenter, et il s'aliéna même ses meilleurs défenseurs par l'emprisonnement de plusieurs députés, qu'il accusait sans preuves suffisantes de tramer une révolution, et plus tard par la dissolution arbitraire du congrès constituant.

Bientôt le brigadier Santa-Anna, qui avait été un des familiers de l'empereur, se déclara contre lui, et porta la garnison de Vera-Cruz à la rébellion. Victoria prit part au soulèvement, et les généraux Guerrero

[1] 19 mai 1822.

et Bravo se retirèrent dans le sud pour créer des hostilités contre le gouvernement.

Iturbide envoya Echavarri contre Vera-Cruz avec des forces supérieures; et ce général, au mépris de sa parole et des devoirs de la reconnaissance, trahit son bienfaiteur, et signa avec Santa-Anna les bases [1] d'un accommodement par lequel, condamnant les actes de l'empereur, ils convinrent qu'un nouveau congrès constituant serait réuni dans le plus bref délai, et que l'armée dite *libératrice* servirait d'appui à la représentation nationale.

L'empereur pouvait marcher contre les rebelles et anéantir aisément les espérances de ses ennemis; tout était encore en sa faveur, le prestige de son nom, ses talents militaires et une armée décuple de celle des révoltés; mais par une fatalité inconcevable, toute son énergie disparut en face de ces premiers troubles et de l'ingratitude de ceux qu'il avait comblés de ses faveurs; il ne prit aucune détermination; il laissa l'armée libératrice se recruter chaque jour et venir enfin le mettre comme en tutelle à Mexico.

Sa vie politique n'était qu'un tissu de faiblesses et d'erreurs : aussi marcha-t-il d'humiliation en humiliation, jusqu'à ce que, ne pouvant plus supporter un sceptre trop pesant pour son bras, il abdiqua l'empire le 19 mars 1823, en manifestant l'intention de se retirer en pays étranger. Deux mois après il s'embarquait avec sa famille pour l'Italie, où il devait jouir d'une pension annuelle de 25,000 piastres.

[1] Plan de *Casa-Mata*.

Les partisans d'Iturbide s'étant unis aux républicains, les *Écossais* se trouvèrent en minorité. Ceux-ci, forcés d'admettre la république, voulaient du moins centraliser le pouvoir : les autres préféraient la division du territoire en États souverains, et leurs vœux prévalurent dans la nouvelle assemblée constituante, qui proclama la république fédérale, et confia le pouvoir exécutif à un président nommé pour quatre ans. Le nombre des États fut porté à dix-neuf [1], avec deux territoires; leur division répondit à peu près à celles des intendances.

Cependant quelques iturbidistes influents entretenaient avec l'ex-empereur une correspondance qui lui représentait les choses et la disposition des esprits comme favorables à une réaction. Plein de riantes pensées, rappelant à son souvenir l'accueil que la France avait fait à Napoléon au retour de l'île d'Elbe, mais oubliant la catastrophe de Murat, ce malheureux prince résolut de rentrer au Mexique, et arriva à Soto-la-Marina au mois de juillet suivant. Le commandant Garza fit sa soumission à Iturbide, l'engagea à débarquer, lui donnant l'assurance de son dévouement et des bonnes dispositions du peuple en sa faveur, et l'escorta jusqu'à Padilla, capitale [2] de l'État des Tamaulipas.

La population de cette petite ville lui montra en

[1] On compte aujourd'hui vingt États, cinq territoires et un district fédéral, quoique le Mexique ait perdu depuis cette époque-là le Texas, la haute Californie et le territoire de Santa-Fé.

[2] La capitale actuelle de Tamaulipas est Ciudad-Victoria.

effet les plus vives sympathies; mais la législature, s'appuyant sur un décret du congrès général qui venait de mettre Iturbide hors la loi, le condamna à mort, et chargea Garza, qui l'avait indignement trompé, de l'exécution de la sentence.

Telle fut la fin de cet homme (34), qui, malgré ses fautes, peut être considéré comme le Mexicain le plus habile qui ait paru sur la scène politique. Ce fut dans des circonstances très-défavorables qu'il saisit les rênes du gouvernement : les finances étaient dans le plus triste état; depuis le commencement de l'insurrection, les travaux des mines avaient été interrompus, et les droits sur l'argent monnayé et exporté étaient presque nuls; à Vera-Cruz les droits de douanes sur les navires étaient perçus par les Espagnols, qui étaient restés maîtres du fort d'Ulua [1], et les marchandises passaient ensuite en contrebande; le trésor avait introduit dans la circulation un papier-monnaie qui était tombé dès sa naissance au tiers de sa valeur; la misère était extrême; la solde des députés n'était pas payée, et la cour elle-même vivait d'emprunts. Toutes les branches de l'administration souffraient du manque de numéraire; et l'on peut dire que ce fut surtout à cette époque que se développa l'esprit de rapine des employés du gouvernement, qui n'a fait qu'augmenter jusqu'à nos jours.

D'un autre côté, la majorité des députés montrait une opposition hostile à la personne de l'empereur, et

[1] Ce fort, n'étant pas ravitaillé, se rendit aux Mexicains le 15 septembre 1825.

Les partisans d'Iturbide s'étant unis aux républicains, les *Écossais* se trouvèrent en minorité. Ceux-ci, forcés d'admettre la république, voulaient du moins centraliser le pouvoir : les autres préféraient la division du territoire en États souverains, et leurs vœux prévalurent dans la nouvelle assemblée constituante, qui proclama la république fédérale, et confia le pouvoir exécutif à un président nommé pour quatre ans. Le nombre des États fut porté à dix-neuf [1], avec deux territoires; leur division répondit à peu près à celles des intendances.

Cependant quelques iturbidistes influents entretenaient avec l'ex-empereur une correspondance qui lui représentait les choses et la disposition des esprits comme favorables à une réaction. Plein de riantes pensées, rappelant à son souvenir l'accueil que la France avait fait à Napoléon au retour de l'île d'Elbe, mais oubliant la catastrophe de Murat, ce malheureux prince résolut de rentrer au Mexique, et arriva à Soto-la-Marina au mois de juillet suivant. Le commandant Garza fit sa soumission à Iturbide, l'engagea à débarquer, lui donnant l'assurance de son dévouement et des bonnes dispositions du peuple en sa faveur, et l'escorta jusqu'à Padilla, capitale [2] de l'État des Tamaulipas.

La population de cette petite ville lui montra en

[1] On compte aujourd'hui vingt États, cinq territoires et un district fédéral, quoique le Mexique ait perdu depuis cette époque-là le Texas, la haute Californie et le territoire de Santa-Fé.

[2] La capitale actuelle de Tamaulipas est Ciudad-Victoria.

effet les plus vives sympathies; mais la législature, s'appuyant sur un décret du congrès général qui venait de mettre Iturbide hors la loi, le condamna à mort, et chargea Garza, qui l'avait indignement trompé, de l'exécution de la sentence.

Telle fut la fin de cet homme (34), qui, malgré ses fautes, peut être considéré comme le Mexicain le plus habile qui ait paru sur la scène politique. Ce fut dans des circonstances très-défavorables qu'il saisit les rênes du gouvernement : les finances étaient dans le plus triste état; depuis le commencement de l'insurrection, les travaux des mines avaient été interrompus, et les droits sur l'argent monnayé et exporté étaient presque nuls; à Vera-Cruz les droits de douanes sur les navires étaient perçus par les Espagnols, qui étaient restés maîtres du fort d'Ulua [1], et les marchandises passaient ensuite en contrebande; le trésor avait introduit dans la circulation un papier-monnaie qui était tombé dès sa naissance au tiers de sa valeur; la misère était extrême; la solde des députés n'était pas payée, et la cour elle-même vivait d'emprunts. Toutes les branches de l'administration souffraient du manque de numéraire; et l'on peut dire que ce fut surtout à cette époque que se développa l'esprit de rapine des employés du gouvernement, qui n'a fait qu'augmenter jusqu'à nos jours.

D'un autre côté, la majorité des députés montrait une opposition hostile à la personne de l'empereur, et

[1] Ce fort, n'étant pas ravitaillé, se rendit aux Mexicains le 15 septembre 1825.

ne cherchait qu'à lui créer des difficultés; tout était pour lui embarras, obstacles, irritation; le mal était à son comble, et le retour du bien semblait fort éloigné. La transition d'un extrême à l'autre reposait sur le patriotisme et l'intelligence des citoyens appelés à débrouiller ce chaos. Quand même Iturbide eût fait jouer tous les ressorts de son énergie, sa volonté isolée ne pouvait rien dans le présent, rien pour l'avenir, et son trône sans étais devait s'écrouler au premier choc des factions.

Le général Guadalupe Victoria fut élu président. C'était peut-être le patriote le plus pur de tous ceux qui avaient figuré dans la révolution. Un emprunt de 24 millions de piastres, contracté avec plusieurs banquiers anglais, activa momentanément les ressorts du gouvernement. Souscrit à des conditions onéreuses, cet emprunt fut encore diminué par des banqueroutes et par les dilapidations du ministre des finances et de ses agents. Sans procurer des ressources proportionnées à son importance, il devint, par l'accumulation des intérêts, le principe de cette dette énorme [1] qui grève le trésor, et dont le règlement définitif amènera sans doute pour le Mexique une nouvelle perte de territoire.

Les États-Unis et l'Angleterre avaient reconnu la nouvelle république, et envoyé à Mexico leurs représentants, MM. Poinsett et Ward. Le premier, assurent

[1] La dette du Mexique a été réglée le 14 octobre 1850; elle s'élève à 10,241,650 livres sterling et paye un intérêt annuel de trois pour cent.

quelques-uns, donna l'idée des loges de francs-maçons du rite *d'York*, en opposition à celles des *Écossais*. C'était organiser la démocratie pour la lancer contre les phalanges monarchiques. Un grand nombre de loges s'ouvrirent dans la capitale et dans les provinces; elles produisirent pendant quelque temps un effet qui dépassa les espérances de leurs fondateurs. Non-seulement elles recrutaient leurs prosélytes dans les rangs du peuple, dont elles flattaient les passions, mais encore parmi les membres des loges écossaises, qui renonçaient au parti monarchique soit par conviction, soit par intérêt personnel. Bientôt ces sociétés populaires, soutenues par le président et son ministère, disposèrent des emplois en faveur de leurs affidés. Elles devinrent des foyers d'intrigues et de passions viles, et leurs tripotages politiques ne tardèrent pas à amener des troubles sérieux dans l'État.

Les Espagnols étaient encore en butte aux inimitiés de la majorité : la vengeance ne semblait pas assez complète, parce que, tout abattu qu'il était, leur parti effrayait encore les Mexicains. Le peuple réclamait à grands cris leur expulsion, et il l'obtint partiellement en 1827.

La crainte perpétuelle de se voir arracher de ses foyers et de sa famille faisait aux partisans de ces mesures extrêmes autant d'ennemis qu'il y avait de personnes exposées à ce malheur. La conjuration du moine Arenas, la révolte de Bravo à Tulancinco, furent la conséquence de la réaction des esprits, et rendirent les patriotes encore plus méfiants.

Aussi, lorsque le ministre de la guerre Pedraza obtint la majorité des suffrages des États pour l'élection à la présidence, une faction formidable se leva contre lui. Les opinions politiques de Pedraza ne tendaient cependant pas à l'absolutisme : elles étaient plutôt un moyen terme entre les anciennes et les nouvelles idées; mais il appartenait aux loges écossaises, et il n'inspirait par cela même aucune confiance aux libéraux.

Avant que le nouveau président prît possession de son siége, les troupes, excitées à la révolte par les généraux Santa-Anna et Guerrero, et par des citoyens influents, se soulevèrent en protestant contre la validité de son élection. Pedraza s'enfuit de Mexico dans les fatales journées de *la Acordada* [1], et les soldats, unis à la plèbe, se livrèrent aux désordres qu'entraîne la guerre entre des ennemis acharnés, le pillage (35) et l'assassinat.

A l'ouverture de la session de 1829, la chambre des députés proclama président de la république Vincent Guerrero, qui avait réuni le plus de votes après Pedraza [2], et vice-président le général Anastase Bustamante, ancien partisan d'Iturbide, homme qu'aucun service éclatant ne recommandait ni comme citoyen ni comme militaire.

A peine installé, Guerrero songea à mettre à exécution la promesse solennelle de sa profession de foi politique, l'expulsion des Espagnols. Le congrès seconda ses vues, et rendit une loi qui frappait six mille Espagnols que celle de 1827 avait épargnés. Tornel, gouverneur du district, se chargea du rôle de chef des sbires, et ajouta encore à la barbarie du décret par la dureté des procédés dans l'exécution [1].

[1] *La Acordada* est une maison de réclusion de Mexico, qui servit de quartier général aux chefs du soulèvement.

[2] Pedraza avait envoyé au congrès sa renonciation à la présidence.

L'ostracisme était doublement impolitique dans cette circonstance : on ne tarda pas à s'en apercevoir. Le parti des *Écossais* se renforça de tous ceux dont les intérêts se trouvaient indirectement lésés par ce coup d'État; et la république s'appauvrit de toutes les richesses que possédaient les bannis, et qu'ils emportèrent en d'autres lieux. On dit que M. Poinsett fut un des instigateurs de cette proscription, dans l'espoir que les Espagnols fugitifs iraient porter leurs trésors à la Nouvelle-Orléans. Si cela est, il fut trompé dans son attente : les uns retournèrent dans leur patrie, d'autres se fixèrent à Bordeaux, très-peu prirent la route des États-Unis.

Au milieu de l'agitation des esprits et de l'explosion des haines populaires, on apprit tout à coup le débarquement d'un corps d'Espagnols, composé de 3,000 hommes, aux ordres du brigadier Barradas, avec des munitions et un armement pour une armée nombreuse, dans le cas où les mécontents viendraient grossir les rangs du corps expéditionnaire.

Le président donna ordre à Santa-Anna et à Teran de se porter avec six mille hommes sur Tampico de

[1] Zavala, page 125, tome II.